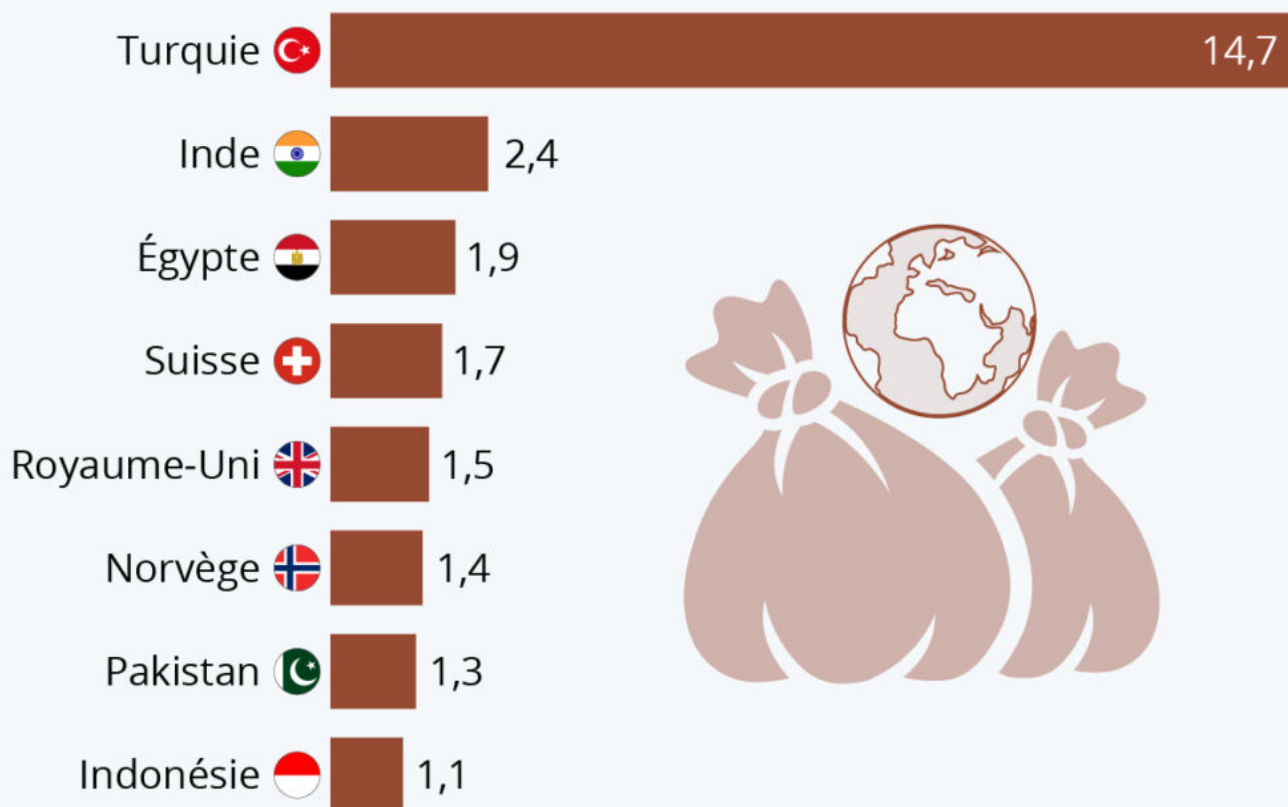


Écrit par le 23 juillet 2024

Où l'Europe envoie ses déchets ?

Où l'Europe envoie ses déchets ?

Principales destinations des déchets exportés par l'Union européenne en 2021 (en million de tonnes)



Source : Eurostat



statista

Selon [Eurostat](#), l'Union européenne a exporté 33 millions de tonnes de [déchets](#) vers des pays non-

Ecrit par le 23 juillet 2024

membres de l'UE en 2021, soit une augmentation de 77 % depuis 2004.

D'après les données de l'organisation, la Turquie est le pays qui accepte le plus de déchets en provenance de l'UE, avec environ 14,7 millions de tonnes recensées l'année dernière, ce qui est trois fois plus qu'en 2004. La deuxième destination en volume était l'Inde : 2,4 millions de tonnes. Elle est suivie par l'Égypte (1,9 million) et la Suisse (1,7 million). L'Europe exporte de moins en moins de déchets vers la [Chine](#) : de 10,1 millions de tonnes expédiées en 2009, ce chiffre est passé à 0,4 million de tonnes en 2021.

De Claire Villier pour [Statista](#)

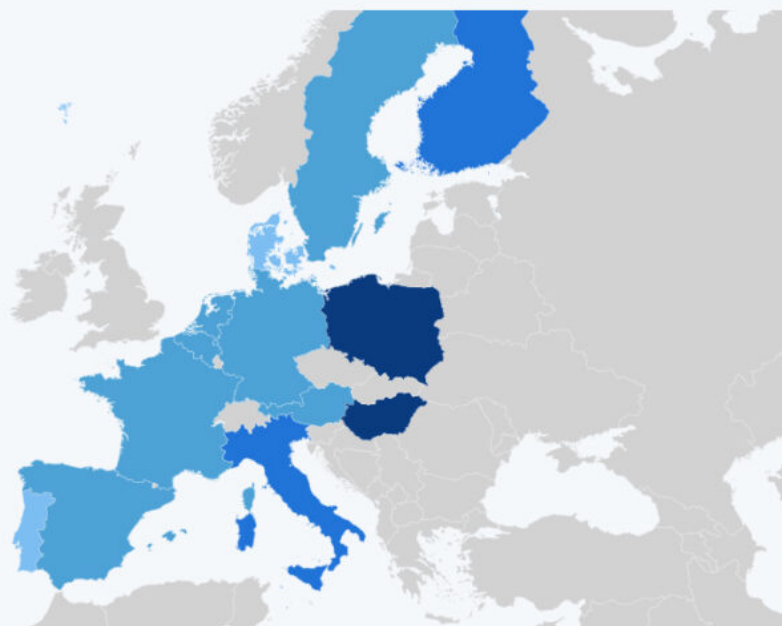
Combien pèse l'extrême droite en Europe ?

Ecrit par le 23 juillet 2024

Combien pèsent les partis d'extrême droite en Europe ?

Part des sièges occupés par le principal parti d'extrême-droite* au parlement national d'une sélection de pays de l'UE

	59 %	Fidesz
	51 %	PiS
	21 %	Ligue
	20 %	PS
	18 %	SD
	17 %	FPÖ
	15 %	RN
	15 %	Vox
	12 %	VB
	11 %	PVV
	11 %	AfD
	9 %	Chega
	9 %	DF



En date du 23 juin 2022.

* Sur le plan idéologique, ces partis partagent nationalisme, conservatisme social et rejet de l'immigration.

Sources : parlements respectifs, recherches Statista



statista

Après sa percée historique aux [élections législatives 2022](#), le Rassemblement national (RN) sera représenté par 89 députés (dont 4 Vauclusiens), à l'Assemblée nationale française (soit environ 15 % des sièges), ce qui lui confère une influence accrue dans l'hémicycle. Le [parti d'extrême droite](#), fondé en 1972 à l'initiative des membres d'Ordre Nouveau, acquiert notamment la possibilité de déposer à lui seul une motion de censure, qui doit être signée par au moins 58 députés. Le groupe politique mené par

Ecrit par le 23 juillet 2024

Marine Le Pen franchit également le seuil nécessaire pour saisir le Conseil constitutionnel, qui est de 60 députés.

Notre infographie propose un tour d'horizon du poids d'une sélection de partis classés à l'extrême droite de l'échiquier politique en Europe, des formations politiques que l'on peut notamment rapprocher sur le plan idéologique pour leur nationalisme, conservatisme social et rejet de l'immigration.

Dans l'Union européenne, plusieurs pays peuvent être considérés comme des laboratoires de la prise du pouvoir par l'extrême droite. En Pologne, le parti ultraconservateur Droit et justice (PiS) est arrivé au pouvoir en 2015. Aux dernières élections parlementaires de 2019, il est parvenu à conserver 51 % des sièges à la Diète. En Hongrie, le Fidesz de Viktor Orbán a remporté une victoire écrasante aux législatives d'avril 2022 et détient désormais 59 % des sièges au parlement. En 2017 et 2018, d'autres partis d'extrême droite ont accédé au pouvoir, en Autriche avec le FPÖ, puis en Italie avec la Ligue de Matteo Salvini, qui dispose de 21 % des sièges au parlement italien. Le FPÖ autrichien a toutefois enregistré un fort recul aux élections de 2019 et ne représente plus que 17 % de l'hémicycle (contre 28 % en 2017).

Ailleurs dans l'UE, l'extrême droite espagnole, représentée par Vox, détient environ 15 % des sièges au parlement, soit une part similaire à celle du RN. En Belgique, le parti nationaliste flamand, Vlaams Belang, pèse actuellement 12 %, tandis qu'en Allemagne, l'AfD est descendu à 11 % après la perte de 11 sièges aux élections fédérales de 2021.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Chronique : La lavande est-elle finalement dangereuse ?

Ecrit par le 23 juillet 2024



Ce n'est pas la lavande qui est dangereuse, mais c'est l'Europe ! C'est par cette phrase que pourrait se conclure l'imbroglio causé l'été dernier par le projet de réglementation de la Commission Européenne relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances (CLP). Cette réglementation prévoit de classer les molécules mises sur le marché et de les répertorier comme allergènes, cancérigènes ou perturbateurs endocriniens. De leur côté, les producteurs de lavande craignent qu'une mention obligatoire, indiquant que l'huile de lavande peut créer des allergies, dissuade les consommateurs et les fabricants de cosmétiques d'utiliser ce produit. Tollé général. Dans le sud, la filière de la Lavande c'est plus de 9 000 emplois directs et 17 000 indirects, et au-delà de son poids économique on s'attaque à un symbole, à toute une région. On est visé au cœur. C'est 'l'âme de la Provence' chère à Jean Giono qui est directement attaquée. C'est comme si on obligeait les Parisiens à démonter la Tour Eiffel au motif qu'en la regardant du bas elle peut donner le torticolis et que du haut elle peut présenter des risques pour les dépressifs...

Ecrit par le 23 juillet 2024

Ils réfléchissent molécule par molécule

Pour Alain Aubanel, président du comité interprofessionnel des huiles essentielles françaises : « le problème c'est qu'ils réfléchissent molécule par molécule, alors que dans les huiles essentielles de lavande par exemple, il y en a plus de 600. Ils refusent de considérer les huiles essentielles comme une substance globale. » Et cerise sur le gâteau, le thym et le romarin seraient également concernés. On a coupé des têtes pour moins que cela...

Face à la déflagration causée, la représentation française de la commission européenne prend la parole à l'automne et affirme qu'il n'est pas prévu qu'on interdise l'huile essentielle de lavande, de thym ou de romarin... et estime que les craintes de l'industrie française des huiles essentielles sont, de leur avis, infondées et prématurées. 'Prématurées' ce dernier mot a de quoi interpeller...

Rétropédalage ou incompréhension ?

Une chose est sûre on se méfie tellement de l'Europe et de sa réglementation tatillonne que chacun de ses gestes ou propos sont prétexte à contestation ou, à minima, à la plus grande méfiance (pour ne pas dire défiance). Le degré de confiance en l'Europe est sans doute au plus bas de l'échelle de Richter (qui rappelons-le mesure l'énergie sismique des tremblements de terre). Et quand on n'a plus confiance dans sa représentation qu'elle soit nationale ou européenne c'est le début des difficultés pour le fonctionnement de nos démocraties.

Un besoin de tout normer

On a de quoi s'interroger sur ce besoin de vouloir tout réglementer, tout normer ; de la courbure des concombres à la taille des étiquettes des soutiens-gorge*... C'est la société du contrôle et de la maîtrise qui est en marche, quitte à sacrifier à la liberté, à la créativité ou tout simplement au plaisir de l'improvisation. Certes on vous répondra que sans les normes nous polluerions beaucoup plus, qu'il y aurait plus de morts sur les routes... etc. Mais n'y-a-t-il pas un équilibre à trouver ? Et n'y-a-t-il pas d'autres priorités que l'étiquetage préventif des bouteilles d'huile essentielle ? Ne peut-on pas faire aussi confiance aux consommateurs ? Cette infantilisation prend aujourd'hui un caractère vraiment insupportable. « Nous sommes en responsabilité » vous diront ceux qui nous gouvernent, c'est de notre devoir que de protéger... 'Protéger' le mot est lâché, et toutes les justifications qui l'accompagnent sont aujourd'hui permises (comme l'état d'urgence sanitaire avec la Covid). L'Etat ne peut être providentiel sur tout et tout le temps. « Arrêtez d'emmerder les Français ! » disait déjà en son temps Georges Pompidou.

Moi, de mon côté je continuerai, quoi qu'il arrive, à utiliser l'huile essentielle de Lavande, car au-delà de ses propriétés antioxydantes et antiseptiques, c'est sans doute la meilleure barrière à tous les insectes volants ou rampants qui en veulent à notre peau.

Didier Bailleux

**Propos du député François-Xavier Bellamy, tête de liste Les Républicains aux élections européennes en 2019. Affirmations qui n'engagent que son auteur.*

Ecrit par le 23 juillet 2024



Ancien directeur général et directeur de la rédaction de Mirabelle TV (télévision régionale en Lorraine), [Didier Bailleux](#) a été auparavant consultant dans l'audiovisuel et à travaillé sur plusieurs projets : TNT, SVOD, services en ligne, création de TV locales. En tant que directeur marketing, il a participé, dans les années 1990 et 2000, à la création de plusieurs chaînes thématiques : Canal J, Voyage et Pathé-Sport. Aujourd'hui, il vit en Vaucluse et travaille sur la production de documentaires consacrés aux terroirs.

Ecrit par le 23 juillet 2024

30 jeunes 'Sudistes' à la rencontre de l'Europe



Tout au long du mois du mai, la région Sud célèbre l'Europe au travers de nombreux événements organisés par le monde associatif, les collectivités, les établissements scolaires et autres établissements publics bénéficiaires des fonds européens. A cette occasion, 30 jeunes du Parlement Régional de la Jeunesse viennent de participer à un débat sur l'avenir de la citoyenneté européenne à Strasbourg.

Au cœur de l'année européenne de la Jeunesse et de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe, l'Association des Régions de France et la Région Grand-Est ont organisé un débat, entre des décideurs et plus de 200 jeunes en provenance des 27 Etats membres, sur leur participation à la vie démocratique locale, nationale et européenne. 30 jeunes du Parlement Régional de la Jeunesse ont porté la voix de la Région Sud pour nourrir les débats et se faire entendre notamment sur l'engagement démocratique de la jeunesse, sur le territoire européen.

Depuis un an, la Région Sud, élue Région la plus entreprenante d'Europe en 2021, s'engage au quotidien pour faire vivre la citoyenneté européenne à travers les travaux de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe. En plaçant la jeunesse au cœur du débat démocratique, grâce au Parlement Régional de la Jeunesse (PRJ), elle entend leur donner la possibilité de construire un avenir meilleur : plus écologique, plus inclusif et plus numérique.

Écrit par le 23 juillet 2024

L'Europe sert si l'on sait s'en servir

« Tous les ans, le joli Mois de l'Europe nous permet de rappeler qu'en région Sud, l'Europe change concrètement notre quotidien, explique Renaud Muselier, président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette année, 30 de nos jeunes, tous issus de notre Parlement Régional de la Jeunesse, ont porté la voix du Sud dans un débat au cœur de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe. Ils ont échangé, découvert et écrit notre futur commun. Pour notre avenir, pour notre jeunesse, pour nos territoires, on ne le répètera jamais assez : l'Europe sert si l'on sait s'en servir. »

Le Parlement Régional de la Jeunesse de Paca réunit une centaine de lycéens, d'apprentis, de jeunes en formation professionnelle et en formation sanitaire et sociale, qui ont de 15 à 25 ans. Son objectif est simple, permettre aux jeunes qui le souhaitent d'appréhender les enjeux politiques de leur territoire et de pleinement contribuer aux décisions de la Région, par leurs travaux. Ainsi, des dispositifs tels que la Banque de stages ou le e-Pass Jeunes sont directement issus des propositions du PRJ.

L.G.

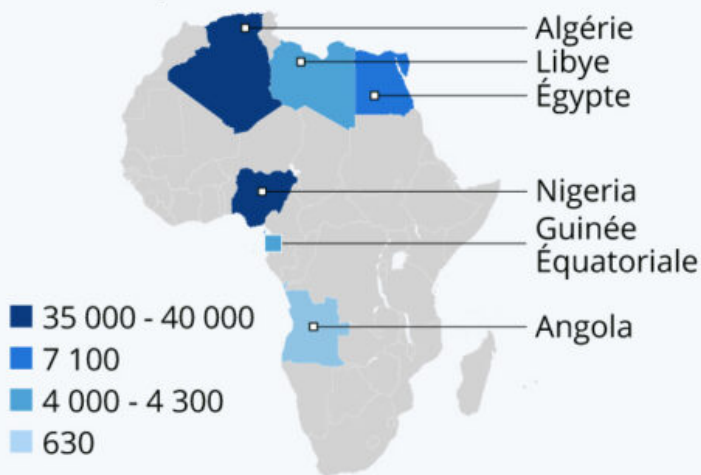
L'Afrique peut-elle offrir une alternative au gaz russe ?

Écrit par le 23 juillet 2024

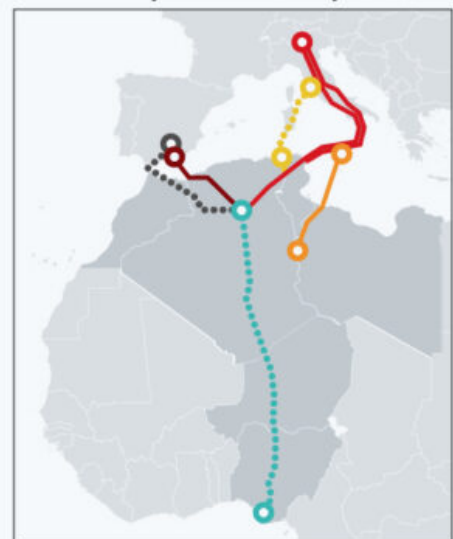
L'Afrique, une alternative au gaz russe pour l'Europe ?

Principaux pays exportateurs de gaz naturel en Afrique et tracé des gazoducs vers l'Europe

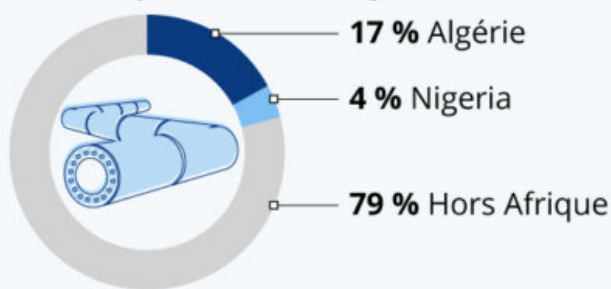
Exportations en millions de m³ *



Gazoducs reliant l'Afrique à l'Europe **



Part des importations de gaz de l'UE en 2021



* Données de 2020, arrondies. ** En date d'avril 2022.

Sources : OPEC Annual Statistical Bulletin 2021, FAO, recherches Statista



statista

Ecrit par le 23 juillet 2024

Même si ses capacités de production et de transport restent limitées, l'Afrique représente une alternative pour réduire la [dépendance de certains pays européens](#) vis-à-vis du gaz russe. « L'Europe cherche des sources alternatives d'approvisionnement en gaz. Cela peut être en Afrique », a déclaré fin mars Akinwumi Adesina, le patron de la Banque africaine de développement. Une option choisie par l'Italie, qui mène actuellement une campagne diplomatique pour diversifier ses importations énergétiques, avec des visites en Algérie et en Égypte avant Pâques, puis au Congo et en Angola cette semaine.

Comme l'indique notre infographie, les [plus grands exportateurs de gaz naturel](#) du continent sont de loin l'Algérie et le Nigeria, avec chacun entre 35 000 et 40 000 millions de mètres cubes expédiés à l'étranger en 2020 (7ème et 8ème rang mondial). L'année dernière, ces pays étaient les deux seuls fournisseurs africains de gaz de l'Union européenne : à hauteur de 17 % pour l'Algérie et de 4 % pour le Nigeria. Les autres acteurs majeurs de ce marché dans la région sont l'Égypte, la Libye, la Guinée équatoriale puis l'Angola.

Trois gazoducs permettent actuellement d'acheminer du gaz naturel en Europe depuis l'Afrique. Le Transmed, qui permet l'exportation de l'[Algérie](#) vers l'Italie (en passant par la Tunisie), le Medgaz, qui relie l'Algérie à l'Espagne sous la mer, ainsi que le Greenstream, plus modeste en capacité, qui connecte la Libye à la Sicile. En raison de tensions diplomatiques avec le Maroc, l'Algérie a fermé en octobre dernier le gazoduc Maghreb-Europe (GME), qui passe sur le territoire de son voisin. À partir de 2027, le NIGAL devrait quant à lui permettre de transporter du gaz naturel en provenance du Nigeria (qui exporte surtout par voie maritime), mais la construction de ce gazoduc n'a pas encore commencé.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

A Marseille, l'Europe dans l'impasse avec la question des régions

Ecrit par le 23 juillet 2024



Des régions et des villes, il en a été bien peu question au cours du 9^e sommet européen qui leur était consacré à Marseille (3 et 4 mars). On y a multiplié les déclarations solennelles en faveur de l'Ukraine. Nombre de participants ont préféré le vent du bord des plages ensoleillées à celui de l'Histoire d'un continent qui n'a plus vraiment de discours sur sa cohésion. La faute à Poutine ?

Il y avait bien une jeune femme dans un ensemble en mousseline – jaune pour le pantalon, bleu pour la veste – arpentant les allées du congrès. Et puis une autre élégante, se servant d'un drapeau ukrainien en guise d'étole satinée, sirotait paisiblement un jus de fruit.

Le temps était venu pour les participants du « Sommet des villes et des régions européennes », représentant des milliers d'élus issus de centaines de régions, de rejoindre la grande salle, à moitié pleine, ou vide, c'est selon.

Après le déjeuner, les envolées lyriques sur l'Europe se dressant fièrement face à la barbarie ne font pas recette auprès de cette multitude. Quelques applaudissements timides se font entendre. Si l'heure est grave, c'est parce qu'on ronfle.

Exit l'auberge espagnole, place à l'auberge rouge ?

Ecrit par le 23 juillet 2024

Il faut dire que les discours et le langage font même penser aux bonnes feuilles de cette bonne vieille Pravda (« La Vérité », en russe). Ainsi, madame Elisa Ferreira, commissaire à la cohésion et aux réformes, déclare : « Le 8^e rapport sur la cohésion montre clairement l'importance de la politique de cohésion dans l'amélioration de la convergence et la réduction des inégalités entre les pays et les régions de l'Union. En recensant les domaines dans lesquels les États membres et les régions doivent progresser et s'améliorer, le rapport nous permet de tirer les leçons du passé pour mieux nous préparer à relever les défis à venir ». Tout ça pour dire que cette fameuse politique de cohésion qui intéresse au premier chef les villes et les régions aurait permis en quelques années de réduire de 3,5% l'écart entre le PIB par habitant des 10% de régions les plus riches et le moins riches.

Mieux, on apprend que le même PIB par habitant des régions les moins développées devrait progresser de 5% d'ici 2023. Comment tenir une telle promesse, fût-ce à coup de centaines de milliards d'euros ?

D'une part, l'Union européenne dont l'argument politique fondamental est d'avoir construit 75 ans de paix, s'effondre. La guerre est aujourd'hui à ses portes et ses frontières sont largement, et depuis longtemps, ouvertes aux personnes sans droit ni titre pour les franchir. La joyeuse auberge espagnole des étudiants d'Erasmus s'est fanée.

D'autre part, l'effort effectué pour réduire les écarts entre les pays et régions de l'Union n'a pas encore permis de se remettre de la pandémie qui est passée par là – et reviendra peut-être par ici – ni d'engager une transition vers l'avenir d'un continent « vert et numérique » capable d'une croissance à long terme, de l'aveu même de l'UE.

« Belles déclarations » et développement territorial

C'est ce que tente de faire comprendre le vice-président du Comité européen des régions, le portugais Vasco Alves Cordeiro. « Il y a un risque d'être dépassé par l'Histoire et les événements disruptifs qui se produisent autour de nous. Il faut faire preuve de lucidité et ne pas seulement se contenter de belles déclarations mais encore prévoir les nouveaux moyens financiers et humains qu'elles supposent », prévient-il. « Que va exiger la cohésion dans le cas qui nous occupe, à savoir celui de l'Ukraine et des membres de l'Union les plus proches de ses frontières ? ». Historiquement, la crise financière de 2008 a pu être amortie par la politique de cohésion qui représente aujourd'hui plus de 50% des investissements publics pour certains Etats membres. L'incidence de la pandémie a été réduite en mettant à disposition des collectivités locales plus de 70 milliards (programmes CRII et React-Eu). Il est aujourd'hui question de mettre en œuvre une action d'adaptation au changement climatique. Tous ces efforts budgétaires finiront-ils par manquer aux régions alors que jusqu'ici, les résultats de cet « outil fantastique qui va au plus près des territoires pour consolider leur développement », selon la formule de Jacqueline Gourault – ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales – sont plutôt contrastés ?

Un équilibre économique européen de plus en plus fragile

Des régions et des villes, il en sera peu question lors des débats marseillais, mettant en sourdine ce que les fonctionnaires et élus désignent comme un « piège de développement ». Certes, on savait que les pays boulets de la croissance sont ceux qui se traînent le plus de dettes. Grèce, Italie, Espagne et demain France.

Mais ce sont, plus fondamentalement, les régions à « revenus intermédiaires » où le PIB par habitant est compris entre 75% à 100% de la moyenne de l'Union qui posent problème : pas de croissance, un déclin

Ecrit par le 23 juillet 2024

économique marqué par la baisse de la productivité, de l'emploi, de l'investissement, de la formation et de la démographie. Les mêmes ingrédients ont déjà précipité dans une grande pauvreté les zones frontalières russes et européennes de plus ou moins longue date : la Moldavie, une partie de la Roumanie et bien sûr de l'Ukraine.

Il faudrait donc concevoir une stratégie plus fine et sophistiquée permettant aux régions d'inverser la vapeur et de saisir toutes les opportunités de développement.

L'ancien premier ministre Belge, Elio Di Rupo, président de la Wallonie observe que « les programmes européens concernent des subventions accordées à partir d'indicateurs économiques nationaux, alors que l'on peut avoir des régions disparates au sein d'un seul pays. Il me semble très important au plan démocratique que toute une série de programme aille directement se faire entre la Commission européenne et ces régions en tenant compte de leur économie locale ».

10 milliards pour notre région

Mieux cibler les investissements de l'UE suppose d'améliorer les administrations régionales et le cadre institutionnel. Mais cette décentralisation, à laquelle Renaud Muselier est pourtant très attaché, paraît bien périlleuse. « Je suis très partagé sur cette proposition. Notre région, par exemple, a failli être exclue d'un dispositif européen. Travailler avec l'Etat dans un esprit de partenariat est donc très utile pour arbitrer car, souvent, on peut remarquer que les régions les plus contributrices sont aussi celles qui peuvent être les plus pénalisées. Ainsi, la région n'a cessé d'augmenter la captation de financements européens pour soutenir plusieurs milliers de projets. L'Europe qui a apporté 4,6 milliards d'€ à notre région ces six dernières années, et qui va nous en apporter 10 milliards dans les six prochaines. La portée et l'avancée des projets soutenus sur tout le territoire sont telles que Provence-Alpes-Côte d'Azur intègre le top 10 des régions européennes pour la consommation des fonds ». Reste à voir si la période de programmation 2021-2027 guidant les politiques et les investissements de l'Union pour aider les régions à atteindre une croissance à long terme équilibrée et durable a encore ses chances dans un monde où on ne peut pas toujours tourner le dos à la réalité.

(Vidéo) Valréas : le lycée agricole remporte le Grand prix Hippocrène

Le lycée Saint-Dominique, implanté à Valréas, vient de remporter le Grand prix Hippocrène, pour son projet '6!YES' axé sur l'innovation. Une première pour un établissement agricole.

Le Prix Hippocrène de l'éducation à l'Europe est un concours proposé aux établissements scolaires. Créé en 2010 par la fondation éponyme, il récompense les meilleurs projets de partenariat européen élaborés

Ecrit par le 23 juillet 2024

par une classe et ses professeurs. Cinq prix de 5 000€ sont attribués, un pour chacune des 5 catégories d'établissements pouvant participer : les écoles primaires, collèges, lycées généraux, lycées professionnels ainsi que l'enseignement agricole. Il existe également un grand prix (doté de 10 000€). Ce dernier vient être remporté par le lycée vaclusien Saint-Dominique. Une première pour un établissement agricole.

Des innovations utiles pour l'avenir

À vrai dire, c'est son projet '6!YES' (comme young european search) qui a été récompensé. Initié en 2018, ce projet Erasmus a été mis en place avec 4 autres établissements partenaires (implantés en Allemagne, Bulgarie, Chypre et Espagne). Il s'agissait de rechercher des innovations dans les domaines de la communication et des nouvelles technologies, du développement durable et de la protection de l'environnement, du patrimoine culturel, ainsi que dans les secteurs du handicap et de la petite enfance. « Des innovations porteuses d'avenir et qui pouvaient être utilisées dans toute l'Europe », précise Philippe Samson, chef d'établissement du lycée Saint-Dominique.

Ses élèves - une quarantaine de personnes au total - se sont notamment concentrés sur la thématique du développement durable. Ils ont ainsi mis en lumière, au travers d'un film, un robot des mers conçu par la startup iadys. Baptisé Jellyfishbot, celui-ci récolte les déchets flottants ainsi que les hydrocarbures dans les ports.

Des déplacements au-delà des frontières de l'Hexagone ont également été organisés. « Lors de la première année, nous avons effectué un déplacement avec des jeunes à Valence, en Espagne. En mai 2019, nous sommes aussi allés en Bulgarie. »

Une 5^e projet à venir

« Depuis 2005, le lycée est très impliqué dans les projets européens. On établit des partenariats avec d'autres établissements, qui ne pas sont pas forcément agricoles. Là, c'était notre quatrième projet européen. » Et il ne s'agira pas du dernier. Les élèves de l'établissement valréassien vont désormais être invités à se pencher l'égalité homme-femme dans le monde du sport.

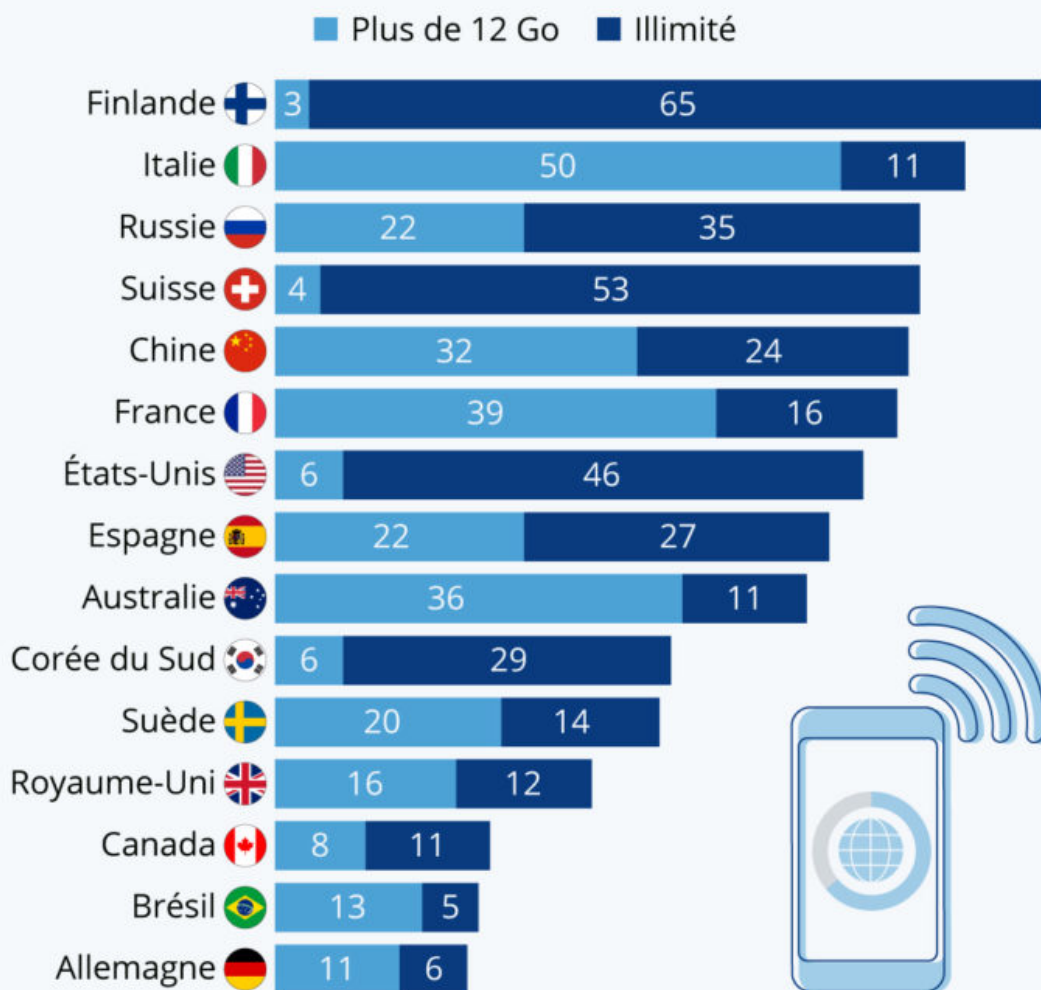
« Il s'agira de mettre en avant dans un premier temps les compétitions où les hommes et les femmes sont associés. Lors de la deuxième année, les élèves feront des propositions de compétitions. » À l'issue du projet, le chef d'établissement aimerait présenter aux membres du Comité international olympique le travail mené par ses élèves.

Dans quels pays a-t-on le plus de données mobiles ?

Ecrit par le 23 juillet 2024

Dans quels pays a-t-on le plus de données mobiles ?

Part des consommateurs disposant d'un forfait mobile avec plus de 12 Go de données par mois en 2021, en % *



* Base : répondants qui possèdent un smartphone, soit 35 565 personnes dans 15 pays. Enquête réalisée entre juillet 2020 et juin 2021.

Source : Statista Global Consumer Survey



statista

Ecrit par le 23 juillet 2024

Avec le développement des [réseaux mobiles](#) à très haut débit, le smartphone est devenu le premier [support pour surfer sur le Web](#) afin de s'informer, communiquer et se divertir. Et cette tendance s'est renforcée avec les confinements qui se sont répétés l'an passé. Ainsi, d'après les derniers chiffres de l'OCDE [cités](#) par BFMTV, l'utilisation des données mobiles a bondi de plus de 30 % en moyenne en 2020 dans les 35 pays membres de l'organisation mondiale. Comme les années précédentes, c'est la Finlande qui sort championne de la consommation de données, avec un total mensuel de 31 gigaoctets (Go) par abonnement.

Et si les Finlandais sont aussi gourmands en données mobiles, c'est en grande partie parce qu'une majorité d'entre eux a accès à un forfait illimité. En effet, dans ce pays, 65 % des consommateurs ont déclaré disposer de données illimitées au cours de l'année passée, selon la dernière enquête du [Statista Global Consumer Survey](#). Il s'agit, et de loin, de la proportion la plus élevée dans les quinze pays étudiés. Les forfaits mobiles illimités sont également relativement répandus en Suisse (53 % des consommateurs) et aux États-Unis (46 %).

Comme le suggère notre graphique, l'accès aux données mobiles reste néanmoins très inégal d'un pays à l'autre. Parmi les pays à haut revenu les moins bien lotis en la matière, on peut notamment citer l'Allemagne et le Canada, où à peine un consommateur sur cinq dispose de plus de 12 Go de données par mois selon l'étude. Quant à la France, elle se classe plutôt dans le haut du panier, avec 55 % des personnes interrogées déclarant avoir un [forfait mobile](#) proposant plus de 12 Go mensuel (dont 16 % en illimité).

Tristan Gaudiaut, [Statista](#)

L'huile de lavande classée dangereuse ? Une « législation toxique » selon Dominique Santoni

Ecrit par le 23 juillet 2024



La présidente du Conseil départemental de Vaucluse s'oppose aux « législations toxiques » et exprime sa vive inquiétude face à un projet de révision de réglementation de la filière de la lavande et du lavandin, par la Communauté européenne.

Après le député vauclusien [Julien Aubert \(LR\)](#) qui alerte le ministre de l'Agriculture, place à [Dominique Santoni](#) de s'emparer de la problématique. L'huile essentielle de la lavande, symbole de la Provence, pourrait être à l'avenir considérée comme un produit dangereux pour la santé au même titre que de nombreuses autres molécules chimiques et son usage pourrait en être restreint, voire interdit. « Le risque de voir classer l'huile essentielle de lavande, produit naturel aux nombreuses vertus, dans la liste des produits dangereux d'ici 2025 est une véritable menace pour l'ensemble de la filière lavandicole mais également, par ricochet, celle du tourisme », s'offusque Dominique Santoni.

De quelle législation parle-t-on ?

Dans le cadre du Pacte vert, un projet législatif permettant à l'Union européenne de respecter ses engagements pour lutter contre le réchauffement climatique, la Commission a publié une nouvelle stratégie dans le domaine des produits chimiques, vers un environnement sans substances toxiques.

Ecrit par le 23 juillet 2024

D'ici fin 2022, l'exécutif européen doit présenter une révision du règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances (CLP). Les huiles essentielles devraient alors être conformes à ces normes en tant que produits finis mis sur le marché mais aussi lorsqu'elles entrent dans la composition de produits cosmétiques.

Cette réglementation doit classer les molécules mises sur le marché et les répertorier comme allergènes, cancérigènes ou perturbateurs endocriniens, comme pour les produits chimiques. Surtout, les producteurs de lavande craignent qu'une mention obligatoire, indiquant que l'huile de lavande peut créer des allergies, dissuade les fabricants de cosmétiques d'utiliser ce produit. Selon les producteurs, l'huile est composée de centaines de molécules différentes et ne se résume pas à une unique composante. Une complexité à l'origine des maux provoqués par l'initiative européenne.

Lire aussi : [Mise en péril des producteurs de lavande, le député Julien Aubert se mobilise](#)

Monsieur le ministre de l'Agriculture ?

Dominique Santoni s'associe à la démarche portée par la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et son Président, qui a adressé un courrier au ministre de l'Agriculture. Le Département de Vaucluse demande également que la Communauté Européenne revoie ses critères d'évaluation en prenant réellement en compte le caractère naturel avéré de la lavande et du lavandin. Il réfléchit par ailleurs à l'organisation des états généraux des plantes à parfum concernées par la nouvelle réglementation visée par l'Union Européenne. « Les élus du Département tiennent à exprimer leur soutien aux lavandiculteurs vauclusiens et à cette plante à parfum qui constitue un élément essentiel de notre patrimoine. »

Selon le député Julien Aubert, « la loi pousserait les producteurs à revoir la composition de ces huiles à tel point qu'au mieux, leurs propriétés s'en verraient altérées et au pire, compte tenu de l'inadaptabilité des méthodes d'évaluation pour ces produits particuliers, elles pourraient être considérées à tort comme trop dangereuses et donc interdites. »